

PS



spécial retraites

Pour une réforme juste, efficace et durable

La retraite universelle et personnalisée



ÉDITORIAL

L'avenir des retraites concerne tous les Français et suscite des inquiétudes. De la part des responsables politiques, vous attendez vérité, et sérieux.

Alors que le gouvernement veut imposer une régression, nous avons pris le temps de la concertation et du travail pour proposer une réforme juste, efficace, équilibrée, qui règle vraiment les questions de financement dans la durée. Nous voulons une réforme qui rassure et redonne confiance aux jeunes, aux actifs et aux retraités.

En 2025, il faudra avoir trouvé 45 milliards d'euros. Nous proposons plusieurs leviers pour boucler le financement et pérenniser notre système après cette date. Nous nous donnons ainsi les moyens de nos objectifs : une réforme juste pour garantir le pouvoir d'achat des retraités menacé par les réformes de la droite, pour améliorer les petites pensions et notamment celles des femmes aujourd'hui pénalisées, et pour prendre en compte la pénibilité.

Cela veut dire des efforts partagés en mettant à contribution tous les revenus, y compris ceux du capital.

Cela veut dire aussi maintenir l'âge légal de départ à 60 ans parce que c'est une justice pour ceux qui ont commencé à travailler tôt, une garantie pour les salariés usés par le travail qui souhaitent partir, et une liberté de choix pour tous les Français.

Mais nous ne nous arrêtons pas là.

Nous proposons aussi des réformes de structure qui vont permettre, sur la base de droits garantis pour tous, d'aller vers une retraite plus personnalisée, adaptée aux besoins et souhaits de chacun.

Passer du temps subi au temps maîtrisé. Permettre à chacun une organisation plus souple et choisie de sa vie, par exemple en reprenant des études en cours de carrière, pour s'occuper de ses enfants ou de ses parents ou en choisissant de partir en retraite progressivement. Bref, une retraite universelle, et personnalisée.

Les retraites, c'est un choix de société.

Avec nos propositions, nous pourrions retrouver confiance dans l'avenir. En étant efficace et juste pour le financement. Et en créant de nouveaux droits et de nouveaux progrès pour tous.

Martine Aubry, Première secrétaire du Parti socialiste

Notre réforme

Ses quatre objectifs

► **Garantir le niveau de vie des retraités**

Le niveau des pensions est aujourd'hui menacé par les effets des réformes de Balladur et Fillon de 1993 et 2003. Sans nouveau financement solide, il continuera à baisser. Nous proposons au contraire le maintien des taux de remplacement, la revalorisation des petites retraites et la réduction des inégalités entre les hommes et les femmes.



Nos propositions face aux intentions de la droite



Ce que vous nous dites



Elise Chambazeau, 23 ans, étudiante

« Un effort collectif à produire »

« Avec tout ce qu'on entend, je suis inquiète de ne pas avoir une retraite qui me permettra de vivre correctement mes vieux jours... Je ne veux pas dépendre de mes enfants. Je pense qu'il faut que tout le monde produise un effort collectif ».



Charlotte Collonge, 31 ans, journaliste

« Prendre en compte la pénibilité »

« Les retraites sont un sujet que je vois arriver avec une certaine crainte. Je regarde mes relevés d'un peu loin, c'est assez compliqué à déchiffrer. J'ai reçu mon premier bulletin de salaire à 24 ans. Si je calcule, je pourrai prendre ma retraite à 65 ans. Même si mon métier n'est pas pénible, je trouve que c'est déjà long. Il me semble plus juste que les gens qui travaillent dans des conditions difficiles voire pénibles arrêtent de travailler plus tôt tout en ayant des retraites correctes. Charge à ceux qui exercent des fonctions privilégiées et qui sont donc en meilleure condition physique, de travailler plus longtemps. Il y a aussi la question de l'inégalité homme-femme. L'inégalité de rémunération nous suit jusqu'au bout, même dans la retraite car les femmes ont eu un salaire moins élevé que les hommes, ou parce qu'elles ont pris du temps pour leurs enfants, et on se retrouve ainsi désavantagées au bout du compte ».



Adrien Morais-Pereira, 25 ans, fleuriste

« Un équilibre est possible »

« Le combat des retraites c'est l'affaire de tous, on ne doit laisser personne sur le bord de la route. Défendre nos acquis c'est une priorité, certains on déjà fait une croix sur l'âge légal de départ moi je pense qu'un équilibre est possible en gardant notre système de retraites ».



Olivier Manceau, 33 ans, ingénieur optique

« J'ai commencé à travailler à

28 ans, je ne vais pas partir avant 68 ans »

« Je n'ai jamais vraiment réfléchi au sujet. La retraite me paraît tellement lointaine... D'autant plus que, comme j'ai seulement commencé à travailler à 28 ans en France, après avoir passé deux ans en Ecosse, je ne vais pas partir avant 68 ans! Ça me semble irréel comme échéance. Je ne fais pas un métier épuisant physiquement, aujourd'hui je me vois bien continuer à condition d'avoir bien évolué dans mon poste, d'avoir gagné en responsabilités. Mon père travaillait dans le bâtiment. Il a pu prendre sa retraite à 60 ans pile. Il faut conserver cette limite pour les professions difficiles et pénibles ».

Quel âge légal de départ ?

PS Un engagement ferme de maintenir l'âge légal à 60 ans, parce que c'est une garantie indispensable pour ceux qui ont commencé à cotiser tôt, une protection pour ceux qui sont usés par leur métier et une liberté de choix pour tous.

UMP La volonté de reculer l'âge légal de départ, ce qui pénalisera les carrières longues. C'est la principale solution envisagée. Or pour assurer l'équilibre du système en ne modifiant que l'âge légal, il faudrait le reculer de plus de 8 ans en 2050.

Fonds de réserve des retraites ?

PS Le Fonds de réserve des retraites alimenté par une surtaxe de 15% de l'impôt sur les sociétés acquitté par les banques. Cela permettra de faire face aux aléas sans avoir à remettre en cause le niveau des pensions.

UMP Une politique imprévoyante qui n'alimente pas le Fonds de réserve et ne garantit donc pas la stabilité du système quelle que soit la météo économique et démographique du moment.

Déficits ?

PS Un ensemble de mesures (contribution du capital, hausse modérée des cotisations retraites, amélioration de l'emploi des seniors) avec un chiffrage précis qui assure l'équilibre financier de notre système de retraite en 2025 et au-delà.

UMP Une focalisation sur l'âge de départ à la retraite dont on sait qu'il ne peut pas à lui tout seul régler la question du financement. Du coup, l'équilibre du système n'est pas assuré. Et la suite, on la connaît : baisse des pensions, hausses des durées, comme avec les « réformes » Balladur et Fillon.

PS 25 milliards d'euros prélevés sur le capital à l'horizon 2025 pour une réforme équilibrée qui fait participer tous les revenus au financement des retraites.

UMP Une vague promesse de faire participer « certaines formes de revenus » au rééquilibrage des régimes de retraite alors que toute hausse des prélèvements obligatoires est en même temps exclue. Bref, une nouvelle promesse à la Sarkozy, comme sur la taxation des bonus.

Mettre à contribution les revenus du capital ?

Pénibilité ?

PS Un engagement précis : permettre à ceux qui ont eu des carrières pénibles de partir plus tôt. Une enveloppe de 5 milliards d'euros prévue pour assurer le financement.

UMP Rien de plus que dans la réforme 2003, qui prévoyait déjà une prise en compte de la pénibilité. Une promesse qui n'est toujours pas tenue en 2010.

Emploi des seniors ?

PS Des mesures fortes et contraignantes pour élever vraiment l'emploi des seniors, ce qui conditionne la viabilité de notre système de retraite.

UMP Pas de nouvelles mesures annoncées, alors que la politique de la droite échoue depuis 2002 et n'apporte aucun résultat.

Montant des pensions ?

PS Un engagement ferme à maintenir le niveau des pensions et une volonté de revaloriser le pouvoir d'achat des retraités.

UMP Baisser les pensions est une habitude de la droite puisque les effets cumulés de ses réformes de 1993 et de 2003 ont déjà fait baisser le niveau des retraites de 20%.



